



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S. 21750
13 septembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 13 SEPTEMBRE 1990, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA REPUBLIQUE FEDERALE
TCHEQUE ET SLOVAQUE AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre une lettre datée du 13 septembre 1990, qui vous est adressée par S. E. M. J. Dienstbier, Ministre des affaires étrangères de la République tchèque et slovaque, concernant les graves difficultés économiques que connaît mon pays par suite de sa ferme volonté d'appliquer efficacement les mesures prises conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité.

Le Gouvernement de la République fédérale tchèque et slovaque souscrit sans réserve à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité et a pris les mesures appropriées pour que cette résolution soit appliquée.

La République fédérale tchèque et slovaque participe pleinement à l'embargo économique contre l'Iraq. Le Gouvernement de la République fédérale tchèque et slovaque exprime en même temps sa profonde solidarité avec les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui, en application de la résolution 665 (1990) du Conseil de sécurité, veillent, à l'aide de leurs forces navales, à ce que l'embargo économique soit strictement respecté.

Comme l'ont déclaré les autorités tchécoslovaques compétentes, la République fédérale tchèque et slovaque subit de graves difficultés économiques par suite de sa participation à l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité. Selon certaines estimations, cette participation a entraîné pour notre économie des pertes directes de plus de 1 milliard de dollars des Etats-Unis et les pertes indirectes liées à la nécessité d'importer du pétrole d'autres sources et à des prix plus élevés, s'élèvent pour les entreprises tchécoslovaques, à environ 1 milliard de dollars des Etats-Unis.

Je tiens à répéter ici que la République fédérale tchèque et slovaque continuera d'observer strictement la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, quelles que soient les difficultés que cela entraîne pour son économie. En même temps, je suis autorisé à appeler l'attention du Conseil de sécurité sur les problèmes économiques spéciaux qui découlent de l'application des mesures stipulées dans la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité et à demander la tenue de consultations avec le Conseil de sécurité, conformément à l'Article 50 de la Charte des Nations Unies

(Signé) Jiri DIENSTBIER

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Eduard KUKAN
